

Partout où l'avenir de la classe ouvrière et de la jeunesse et les moyens de résister aux agressions capitalistes sont au centre des préoccupations et des discussions, la signification et les résultats des grèves de la SNCF et de la RATP, ainsi que du puissant mouvement social auquel elles ont ouvert la voie, ont été l'objet de vifs débats. Il en a été ainsi à *Carré Rouge* comme dans d'autres cadres et d'autres publications. Indépendamment de la façon dont elles sont formulées (laquelle varie selon les parcours politiques ou les sensibilités personnelles), certaines questions surgissent de façon répétée.

Quelques points de repère historiques et théoriques

La première de ces questions a trait à l'appréciation qu'il n'y aurait eu de la part du gouvernement Juppé qu'un «recul tactique» lorsque celui-ci a été obligé d'annoncer, le 10 décembre, le retrait du contrat de plan à la SNCF sous les formes où il avait été présenté un mois à peine plus tôt, et le 13 décembre, le retrait pur et simple des mesures sur les retraites à la SNCF et à la RATP. C'est là le refus de reconnaître que le gouvernement a bel et bien subi une défaite politique. Celle-ci n'est pas la défaite complète, qu'aurait signifié le retrait du plan de «réforme» (lire destruction projetée) de la Sécurité sociale, à la suite d'un appel clair et net à la grève générale par la CGT, Force Ouvrière et la FSU. Mais elle est tout de même une défaite indiscutable, dont Juppé, dont les jours comme premier ministre sont comptés, mais aussi Chirac, élu seule-

ment huit mois avant l'apogée du mouvement, sont sortis affaiblis de façon significative.

La seconde question concerne l'appréciation de la portée des pas, inégaux bien sûr mais néanmoins parfois très importants, effectués (comme à Rouen) par les salariés dans la voie de la centralisation et du contrôle de la grève. La difficulté à reconnaître tout ce que le mouvement a apporté comme témoignage de l'inventivité et la créativité de tous ceux qui se sont impliqués dans les grèves et la lutte contre le plan Juppé, s'accompagne d'une insistance au contraire à mettre l'accent surtout sur l'incapacité dans laquelle la classe ouvrière a été, aussi bien de parvenir jusqu'au bout à déjouer les trahisons des directions syndicales, de briser leurs indécisions et leurs hésitations, et à leur imposer l'appel à la grève générale, que de centraliser la

grève elle-même sous la forme d'un comité central de la grève générale. La troisième question, largement liée à la précédente bien sûr, concerne le fait que les salariés du secteur privé ne soient entrés dans le mouvement que de façon relativement limitée.

« SPONTANÉITÉ »

ET « PRÉCIPITÉ

INTELLECTUEL »

La première question a été traitée dans l'article de Charles Jérémie. Ici je voudrais présenter quelques éléments de réflexion en réponse aux deux dernières. Elles posent – dans un contexte politique et social bien précis – le problème des formes de centralisation qu'un mouvement portant déjà la marque de ce que Rosa Luxembourg nomme la « grève de masse », a su se donner à la première grande étape d'un processus de reconstitution de l'autonomie de classe de la classe ouvrière, processus long par définition. L'encadré 1 donne quelques citations d'un travail vieux de quatre-vingt dix ans. Ses enseignements exigent d'être transposés dans les conditions de la France de 1995-96. La classe ouvrière française est à un stade tout autre de son histoire que le prolétariat russe du début du siècle, et le cours d'un mouvement social puissant n'est pas celui d'une révolution. Les syndicats français, à la différence des syndicats allemands, ne sont pas l'exemple même de la prospérité. Leurs effectifs sont maigres, mais ils jouissent de « prérogatives » sur lesquelles leurs bureaucraties veillent jalousement. Fortes de l'aide de l'État qui a besoin d'elles, ces bureaucraties ont fait des organisations, sinon des forteresses, au moins des voies de passage obligé

GRÈVE GÉNÉRALE ET « PRÉCIPITÉ INTELLECTUEL »

Ce qu'il y a de plus précieux, parce que permanent dans ce brusque flux et reflux de la marée révolutionnaire, c'est son précipité intellectuel. La croissance par bonds, en intelligence et en civilisation, du prolétariat fournit une garantie infrangible de son irrésistible progrès ultérieur dans la lutte, tant économique que politique. Mais ce n'est pas tout. Les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés ; depuis la grève générale de janvier et les grèves de 1905 qui ont suivi, le principe du capitaliste « maître chez lui » est supprimé de facto. Dans les plus grandes usines de tous les centres importants se sont constitués spontanément des comités ouvriers, avec lesquels seul le patron traite et qui décident de tous les conflits. Et enfin, plus encore : les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire « désorganisée », suivant la grève générale de janvier, deviennent le point de départ d'un fiévreux travail d'or-

ganisation. Madame l'Histoire fait de loin, en riant, un pied de nez aux hommes des clichés bureaucratiques, qui montent coléreusement la garde aux portes de la prospérité des syndicats allemands.

Les organisations solides qui, censément, devraient être édifiées à l'avance ainsi qu'une forteresse imprenable, comme condition sine qua non d'une tentative éventuelle d'éventuelle grève en Allemagne, ces organisations sont précisément, tout au rebours, filles de la grève en masse, en Russie ! Et tandis que les gardiens des syndicats allemands ont avant tout peur que ces organisations, dans un tourbillon révolutionnaire, ne s'en aillent en pièces, comme des porcelaines précieuses, c'est un tableau tout contraire que nous montre la Révolution russe : de la tourmente et de l'orage, des flammes et du feu, des grèves en masse, des batailles dans la rue, ce qui émerge, comme Vénus de l'écume des mers, frais, jeunes, forts et contents de vivre, ce sont... des syndicats.

Rosa Luxembourg, Grève, partis et syn-

pour les salariés et une force que ceux-ci devront submerger dans le cours des prochains combats. Mais la notion de « précipité intellectuel » que Rosa Luxembourg nous propose, fournit, à mon avis, un éclairage indispensable sur le mouvement de l'hiver et ceux qu'il annonce, ainsi que sur les transformations en cours, mais encore inachevées, dans les relations entre la classe ouvrière, ses directions et la bourgeoisie. Début décembre, Blondel et Viannet ont opposé, chacun avec son langage propre, les « grèves généralisées à la grève générale » et ont refusé d'appeler à celle-ci en invoquant la « démocratie » incluse dans les pre-

mières (on y reviendra plus loin). La lecture de la brochure de Trotsky sur Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, ou le chapitre sur les syndicats dans le Programme de transition, permet de rappeler que la trahison est consubstantielle à l'action des directions syndicales du fait de leurs liaisons étroites, pour ainsi dire congénitales, avec les sommets de l'État et le patronat, y compris lorsqu'il ne s'agit pas, comme l'appareil de la CFDT dirigé par Notat, de syndicats qui se targuent d'inspirer l'action gouvernementale directement. Il ne suffit pas de montrer que la grève de novembre-décembre a été trahie par les directions syndi-

cales, du fait que les travailleurs en grève, qui ont bien contrôlé leur mouvement au plan local, aient vu la maîtrise leur en échapper au plan national.

Ce qui importe c'est plutôt de mesurer les progrès faits par les travailleurs dans leur mouvement pour imposer le front unique à ces directions sur un segment du mouvement, de même que pour garder le contrôle de la grève et de son issue déjà beaucoup longtemps que dans d'autres grands conflits. Miser à fond sur la spontanéité des travailleurs et des jeunes, c'est voir ce qu'elles annoncent comme aptitude à submerger les directions syndicales et politiques. Par rapport à une prochaine vague nouvelle, c'est dégager les formes d'organisation fondamentales que la classe ouvrière a retrouvées dans les villes où le mouvement a été porté le plus loin et à partir desquelles elle peut maintenant faire de nouveaux pas en avant. Ces formes relèvent de la forme « conseil » ou « comité d'action » telle que Trotsky en parlait à propos de la France en 1935-1936. C'est pourquoi la comparaison avec 1936 et surtout avec la grève générale de 1968 s'impose. Cette comparaison a surtout été faite de façon péjorative par des journalistes et publicistes intéressés à essayer de masquer leur capitulation face au capital financier (quand ce n'est pas pire). Pourtant, quand on regarde les choses de plus près, et qu'on les situe dans le contexte économique et politique du moment, la comparaison avec 1936 et 1968 est, sur bien des plans, favorable au mouvement de cet hiver.

LES CARACTÉRISTIQUES D'UNE « GRÈVE »

COMMENT CARACTÉRISER UNE GRÈVE GÉNÉRALE ?

La grève générale, c'est l'affirmation, par l'action de centaines de milliers d'hommes, de l'unité de la classe, fondée sur la situation fondamentale commune de tous les travailleurs dans la production, sur la réalité commune de l'exploitation [...].

La grève générale, ce n'est pas le rué élémentaire d'une foule soulevée, c'est un ample et profond processus d'organisation de la classe ouvrière, de prise de conscience politique des travailleurs.

[...] Ce qui la définit comme une grève générale, ce n'est pas le fait que tous les travailleurs aient partout cessé le travail, mais qu'à travers la grève de secteurs décisifs, la classe ouvrière se rassemble comme telle pour un règlement de comptes général avec l'ennemi de classe. Ainsi en 1936, il n'y eut pas plus de deux millions de grévistes, en 1953 la métallurgie fut écartée de la grève générale et, en juin 1968, lorsque la métallurgie reste seule dans la lutte elle continue pourtant la grève générale car elle poursuit le combat engagé par toute la classe et non une simple grève corporative. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'en mai-juin 1968 ce rassemblement de la classe, s'unifiant dans la lutte, s'est fait à une échelle qui a dépassé tout ce qui l'avait précédé.

La grève générale n'est pas une parade bien ordonnée et minutée de la classe ouvrière mais une réalité vivante, diversifiée, mouvante, contradictoire. Elle ras-

semble la classe dans son ensemble, mais elle concentre du même coup dans son mouvement toutes les contradictions qui existent dans la classe. Les problèmes politiques qui préexistaient à la grève ne sont pas effacés, ils sont au contraire posés avec une intensité accrue, car de leur solution dépend la vie ou la mort de la grève ; ils sont posés non seulement à une avant-garde organisée mais à des millions d'hommes qui s'arrachent, souvent pour la première fois, au cadre de la vie quotidienne, à l'exploitation imposée et qui ne prennent que progressivement conscience de leur force.

La grève générale détruit l'opposition formelle entre revendications économiques et revendications politiques : « l'impossibilité d'y séparer l'élément économique de l'élément politique » en est l'une des caractéristiques selon Rosa Luxembourg. Le caractère politique des revendications économiques procède du fait que c'est à travers la lutte contre l'exploitation que les travailleurs s'affirment comme classe, que c'est en améliorant leurs conditions de vie et de travail qu'ils s'assurent des positions pour livrer de nouvelles batailles. Le mépris pour les « revendications alimentaires », en plus de l'indécence qu'il révèle chez les gens dont les « problèmes matériels » sont généralement réglés, exprime une parfaite méconnaissance de ce qu'est la lutte des classes. Réciproquement, les grandes actions politiques conduisent à la généralisation des combats revendicatifs [...].

GÉNÉRALE »

La caractérisation d'un mouvement de grande ampleur comme étant ou non une grève générale ne se résout pas dans sa proclamation comme

telle ou dans l'appel formel lancé par les dirigeants des principales centrales. Ni la grève générale de 1936, ni celle du secteur public d'août 1953, ni celle de 1968 n'ont résulté d'un appel des principaux dirigeants

syndicaux, pas plus qu'elles n'ont été reconnues et donc «confirmées» comme telles par les centrales après leur déclenchement et leur extension. En 1968, les syndicats se sont refusés à proclamer la grève générale avec un acharnement aussi grand, sinon plus, qu'en 1995. La place contradictoire des syndicats dans la société bourgeoise et les liens que les dirigeants syndicaux nouent avec les sommets de l'État rendent un tel appel des plus improbables. La revendication qui vient à cet effet de la base sert de révélateur aux rapports avec le sommet. Lancée par une organisation politique, elle est un mot d'ordre qui a valeur de dénonciation des hésitations ou de la trahison des dirigeants, mais aussi d'appel aux travailleurs de s'organiser sur leur propre plan.

Comment une grève générale peut-elle donc être caractérisée comme telle ? En encadré, on trouvera une réflexion tirée d'un livre écrit sur la grève générale de 1968 par F. de Massot, qui a longtemps été un camarade proche de plusieurs des fondateurs de Carré Rouge. Elle paraît toujours aussi pertinente. Si on l'applique aux événements de novembre-décembre, il manque le nombre (mais ce critère est influencé désormais par le chiffre exceptionnel de 1968 où environ 10 millions de salariés ont arrêté le travail à l'apogée du mouvement) et il manque aussi le degré de généralisation en terme de corporations engagées : ce n'est pas toute la Fonction publique qui a rejoint les cheminots et les agents de la RATP. Autrement, ce sont l'ensemble des autres éléments de la caractérisation qui se sont trouvés réunis en 1995.

Il y a eu affirmation, par l'action de centaines de milliers d'hommes et de femmes de «l'unité de la classe ou-

vière comme classe». Cette unité de classe s'est exprimée au niveau le plus avancé dans les comités de grève là où ils ont eu des traits voisins de ceux de «comités d'action». Mais elle s'est aussi exprimée de façon déformée, mais pourtant nette, dans le cours des grandes manifestations, notamment en province. La dimension de «l'ample et profond processus d'organisation de la classe ouvrière, de prise de conscience politique des travailleurs» a très certainement été aussi profond et aura des prolongements sans doute plus importants qu'en 1968. Dans le cas de la grève générale, elle a eu comme débouché, au début des années 70, la prise de contrôle de la SFIO et sa transformation en Parti Socialiste par François Mitterrand, suivie de la formation par Mitterrand et Marchais de l'Union de la Gauche, dont la fonction et le résultat effectifs ont été de canaliser et de dévier les aspirations à un changement radical de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante, en 1978 d'abord et à partir de 1981. Dans le cours de la fin des années 90, le débouché du mouvement de 1995 aura peut-être une tout autre portée. L'identification du «secteur décisif» autour duquel il y a eu regroupement des autres secteurs n'est pas difficile : il s'agit des chemins qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour exprimer, non des intérêts catégoriels, mais les intérêts généraux de combat pour le retrait du plan Juppé de «réforme» (lire destruction) de la Sécurité sociale ; pour étendre la grève, créer des comités de grève véritables et organiser le mouvement. La dimension de «réalité vivante, diversifiée, mouvante, contradictoire», «concentrant dans son mouvement toutes les contradictions» de la grève de 1995 est encore directement présente

dans toutes les mémoires. Mais la dimension de «prise conscience progressive de leur force» de la part des travailleurs en lutte n'a pas été moins présente. Enfin «le caractère politique des revendications» de 1995 ne souffre pas de discussion. Par contre, le mouvement n'a pas encore eu toutes les caractéristique du rassemblement des exploités pour l'affrontement direct avec la bourgeoisie et l'État ; il l'a seulement annoncé.

LA DÉFINITION

DU CONTEXTE POLITIQUE

N'EST PAS SECONDAIRE

Une très grande grève, un mouvement social d'une grande ampleur, les formes d'organisation qu'elles ont prises, les critères qu'on peut légitimement employer pour apprécier leur succès, sont des questions qui ne peuvent pas être discutées en dehors du temps et de l'espace. La définition du contexte historique, c'est-à-dire politique, dans lequel des événements de ce type surgissent n'est pas une dimension secondaire. Elle doit être le point de départ de toute tentative d'appréciation. La question de la «spontanéité», qui est celle de la volonté d'action propre des travailleurs et des jeunes, à partir de laquelle se manifeste leur capacité d'organisation, de créativité et de discipline illimitée, est toujours historiquement déterminée. Elle exprime la «mémoire» de la classe ouvrière, le degré auquel des expériences ont été assimilées, fût-ce imparfaitement, et transmises. Elle exprime, chez les jeunes ouvriers et salariés en particulier, leur niveau culturel au sens large, la vision qu'ils ont de la société, de la politique qui s'y mène, des techniques qui s'y emploient. Elle se pose surtout des problèmes

concrets. Or aujourd'hui ceux-ci sont doubles. Ils sont de savoir comment faire face aux conséquences de la crise économique, de la précarisation du travail et d'un chômage qui atteint entre 3 à 5 millions d'hommes, de femmes et de jeunes qui ne sont jamais encore entrés dans la production. Mais ils sont aussi de se défaire du poids politique de dix ans de politique syndicale de subordination à l'Union de la gauche, puis au mitterrandisme, et de digérer ce que la classe ouvrière n'a compris à propos du stalinisme qu'au moment de l'effondrement de l'appareil du Kremlin en URSS. Or, à tous ces égards les acquis sont importants.

La grève, en premier lieu, est survenue quelques mois seulement après une élection présidentielle qui a concentré de nouveau la totalité du pouvoir exécutif entre les mains des partis politiques considérés par la bourgeoisie comme étant les siens, par opposition à ceux qu'elle peut, lorsqu'elle y est contrainte, utiliser à ses fins (PS et PCF). La défaite du candidat socialiste Lionel Jospin au terme d'une campagne politique anesthésiante orchestrée par la tendance Delors-Aubry et menée sous le signe de la «responsabilité» (compréhension des besoins conjoints du capitalisme et souci de maintien de la paix sociale), mettait fin à quatorze ans de mitterrandisme. En mai-juin dernier le résultat de l'élection présidentielle a même été apprécié par certains militants comme représentant une défaite pour la classe ouvrière.

Cette caractérisation reposait pour une part sur une sous-estimation sérieuse des éléments de crise et de déchirement internes au RPR et à l'UDF et à la bourgeoisie française plus largement (voir l'article de Charles Jérémie). Mais elle reposait

aussi sur une appréciation de l'état des rapports de la classe ouvrière avec ses partis «traditionnels» et d'une forme d'identification de celle-ci au bilan des partis qui avaient été élus pour gouverner dans ses intérêts et qui les avaient trahis, dont on déduisait que la défaite électorale de ses partis laissait cette classe «orpheline», démunie et impuissante. Le mouvement de novembre-décembre a montré à quel point cette appréciation était fautive.

L'ABSENCE D'ISSUE

POLITIQUE IMMÉDIATE

A PESÉ

Mais cela ne veut pas dire pour autant que le bilan de quatorze années de mitterrandisme et les résultats des élections n'aient pas pesé sur la grève et le mouvement social. Ils ont joué un rôle bien sûr, et d'abord en bloquant à un mouvement qui a rapidement pris pleinement conscience de son caractère politique, toute issue immédiate sur ce plan. Louis Viannet s'est permis de rapporter lui-même, dans un entretien avec *Le Monde*, l'anecdote (vraie ou inventée) de son dialogue avec de jeunes militants de la CGT qui ont lancé le mot d'ordre «Dehors Juppé» juste derrière lui dans la manifestation, et auxquels il aurait répondu «Mais qui voulez-vous mettre à sa place!». Viannet traduit ainsi la capacité de vieux routier d'appareil à coller au plus près au mouvement et à le trahir en jouant en toute sécurité ce jour-là sur un sentiment d'absence de débouché politique d'autant plus répandu que les perspectives politiques que la classe ouvrière se donne, sont façonnées de part en part par un siècle de parlementarisme bourgeois, et qu'elle conçoit pour l'instant

d'autant moins la possibilité et la nécessité d'en sortir que personne ne l'aide politiquement à le faire. Un jour viendra pourtant où les manifestants auront les moyens de lui répondre, «Oui, ce que nous voulons, c'est le gouvernement des organisations politiques et syndicales unies, un gouvernement appuyé sur la grève générale», dont Viannet et Blondel seraient contraints, à leur corps défendant, de faire partie!

Le rôle joué par le PS et le PCF, dans le blocage d'une issue politique immédiate au mouvement ne peut pas être réduit à la déclaration de Robert Hue selon laquelle «le mouvement aujourd'hui n'est pas pour le changement politique» (*Le Monde* du 8 décembre), pas plus qu'aux déclarations dans le même sens de Lionel Jospin et des dirigeants du PS. Pour l'essentiel les travailleurs en grève, pas plus que les autres éléments actifs dans le mouvement, ne sont pas allés les chercher, ne se sont pas tournés vers eux. Le bilan de l'union de la gauche, le discrédit profond du PCF, le souvenir du mitterrandisme et celui de la campagne de Lionel Jospin pèsent tous d'un grand poids. Avant qu'un mouvement soit à même de reprendre à son compte le mot d'ordre «gouvernement PS-PC» pour pousser ce qu'il reste de ses partis traditionnels dans les reins, il faudra que la classe ouvrière ait donné encore de très forts coups de boutoirs et forcé le PS et le PCF à se disposer pour le contenir au niveau d'une nouvelle présence au gouvernement. Pour l'instant l'effondrement de l'ancien appareil international du Kremlin paraît avoir surtout encouragé, aux côtés d'autres facteurs, les militants à récupérer la CGT en tant qu'organisation traditionnelle. Il reste à voir si le PCF parvient à se maintenir long-

temps, maintenant que la bureaucratie stalinienne ne règne plus au Kremlin, et cela dans une situation où le «virage» opéré par le PDS (ex-PCI) en Italie ne lui est pas permis ; à voir également s'il viendra à l'esprit d'un secteur significatif de la classe ouvrière de se battre pour rendre au PCF le type de liens avec les masses sans lesquels l'appellation «parti traditionnel de la classe ouvrière» est un terme vide de sens.

LE PREMIER GRAND MOUVEMENT FRANÇAIS DEPUIS

DE L'APPAREIL INTERNATIONAL DU KREMLIN

Le mouvement de 1995 est également survenu quelques années seulement après la chute du mur de Berlin, d'abord, puis de l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS. Ces événements signifient que la chape de plomb du stalinisme peut se défaire, mais aussi que tous les secteurs de la classe ouvrière qui ont, pendant des décennies, considéré peu ou prou l'ex-URSS comme la «patrie du socialisme», en taisant leurs doutes ou leurs appréhensions sur le contenu du régime stalinien, se trouvent confrontés avec la réalité. Les effets de l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS sur la capacité de renouveau et d'action indépendante de la classe ouvrière française sur laquelle l'emprise du stalinisme, par l'entremise du PCF, a été si forte, sont une question sur laquelle Carré Rouge engage la discussion et sollicite les articles et les réflexions. Pour l'instant, la priorité implicite des

militants évoluant dans la sphère de ce qui reste de l'ancien appareil stalinien, paraît être de refaire de la CGT un instrument qui corresponde à leurs besoins et qui contribue à leur lutte. Il n'est pas indifférent que ce ne soit pas seulement les grévistes et les manifestants qui aient scandé inlassablement «retrait complet du plan Juppé», mais que ce mot d'ordre unificateur de la grève ait été repris par les délégués, c'est-à-dire par les cadres intermédiaires de l'appareil syndical, au troisième jour du 45^e congrès de la CGT, et qu'un tiers de ces délégués ait défendu le maintien dans les statuts de l'objectif de l'abolition du capital et du salariat. En poursuivant la comparaison avec 1968, on peut même dire qu'en novembre 1995 les travailleurs ont déjà pu faire jouer aux syndicats un rôle nettement plus important dans la préparation des conditions de la grève et dans son déclenchement, qu'ils ne l'avaient fait il y a vingt-sept ans. Ce résultat est également étroitement lié à la situation dans laquelle Chirac et Juppé ont placé les directions syndicales (et cela pour la première fois depuis les projets corporatistes de de Gaulle), en les menaçant, notamment Force Ouvrière, dans leur existence même d'appareil. Cela fait partie de la situation radicalement nouvelle créée par tout ce qu'implique «la mondialisation du capital». Mais en combinaison avec l'érosion de la «chape de plomb», cela donne des rapports internes à la classe ouvrière et à ses composantes qui ne sont plus les mêmes qu'avant.

Cet hiver, cela s'est traduit d'abord sous la forme de l'appel uni des sept fédérations de la Fonction publique et des fédérations de cheminots à la grève du vendredi 24 novembre contre le plan Juppé de «réforme»

de la Sécurité sociale et les projets d'éloignement de l'âge de la retraite dans la Fonction publique. Or, c'est cette grève unitaire qui a été le point de départ de la grève reconductible, mais de fait bientôt illimitée, de la SNCF dirigée contre l'atteinte au système de retraite, le contrat de plan (conçu par le gouvernement comme devant être une étape décisive dans la voie du démantèlement et de la privatisation) et qui a été à son tour le point d'ancrage qui a permis aux personnels de la RATP d'entrer dans la grève, ligne par ligne et dépôt par dépôt, entre le lundi et le mercredi, jusqu'à ce que la grève soit totale. La modification de l'ensemble des rapports politiques s'est manifestée ensuite sous la forme de la réalisation du front unique sur le plan syndical, y compris par son expression «au sommet» lors de la présence conjointe de Viannet et de Blondel à la manifestation du 28 novembre et de leur poignée de main sous les caméras des journalistes. Cette poignée de mains a été caractérisée comme «historique». Le terme a été si galvaudé qu'on hésite à l'employer, mais ici l'expression s'impose vraiment, car c'est le geste celant de façon si momentanée que ce soit une unité dans l'action à laquelle les dirigeants des deux centrales s'étaient opposés avec la plus grande énergie depuis la scission de 1947. Or cette poignée de mains, qui a été interprétée par beaucoup de militants syndicaux comme une sorte de feu vert à la consolidation de l'unité, et pour certains à la poursuite et à l'extension des grèves, aurait été impossible avant l'effondrement de l'appareil stalinien en URSS. Viannet et Blondel ont dû ensuite «freiner des deux fers», pour éviter de précipiter la chute du gouvernement par l'appel clair et net à la grève général. Mais

«placés dans certaines circonstances», les dirigeants ouvriers les plus compromis avec la bourgeoisie sont bel et bien «allés plus loin qu'ils ne le voulaient dans la rupture avec la bourgeoisie» et ont apporté aux salariés la preuve qu'un «pas en avant dans la réalisation du front unique vaut mieux qu'une dizaine de programmes»

La modification de l'ensemble des rapports politiques, et donc aussi de ceux entre les débris de l'appareil stalinien et la classe ouvrière, est patente à la lecture de L'Humanité. Le 14 décembre, celle-ci écrit, «Si l'assemblée générale est devenue la pratique institutionnelle de la vie syndicale, c'est parce qu'elle épouse une formidable aspiration à la démocratie, notamment à l'entreprise. Etre écouté, consulté, donner son avis». C'est là dénaturer radicalement les aspirations des salariés en lutte et les objectifs des assemblées générales, dont l'enjeu est la maîtrise du mouvement par les travailleurs eux-mêmes. C'est montrer ce qu'il a fallu faire cette fois pour trahir la grève générale en prétendant qu'elle était si fortement «généralisée» qu'il n'y avait pas besoin de lancer l'appel formel, chaque corporation, usine ou centre de travail étant suffisamment «majeur» pour savoir «ce qu'il lui restait à faire» ! Mais c'est aussi faire l'aveu de changements profonds entre les «responsables» et les salariés. L'éclatement de l'appareil stalinien, qui n'est pas encore achevé, oblige chacun à chercher ses points de référence. Pour une partie des militants et cadres syndicaux de la CGT, c'est du côté de la classe dont ils sont issus qu'ils ont commencé à la chercher.

Sans doute n'en va-t-il pas du tout de même à la FSU, où les responsables se sont opposés résolument à la grève,

en profitant de façon éhontée de la dispersion géographique et de ce fait «physique» des enseignants pour isoler les établissements résolus et limiter la grève à autant de «temps forts», lire de journées d'action. Au FSU, le souci prédominant des cadres syndicaux a été d'occuper la place qui était précédemment celle de la FEN, de participer à toutes les commissions de liquidation de l'école publique (dont la commission Fauroux est la mouture la plus récente), d'être le «meilleur» interlocuteur du ministère et de François Bayrou en particulier. Mais ce sont là autant de questions sur lesquelles le débat, voire la polémique, doit s'ouvrir pour qu'on y voit plus clair.

«L'ABSENCE D'UTOPIE» DU MOUVEMENT DE 1995

«Triste mai qui arrive en novembre» : on a tous en mémoire la caractérisation méprisante proposée par le philosophe catholique Paul Ricoeur, signataire du texte de soutien à Nicole Notat lancé par la revue Esprit, pour tenter de déconsidérer le mouvement de l'hiver chez les étudiants et les travailleurs intellectuels. Mais le thème de «l'absence d'utopie» a été repris par beaucoup de monde au Nouvel Observateur, à Libération et ailleurs. D'autres intervenants, plus «stratèges», ont tenté d'opposer le «caractère défensif» des revendications de 1995 au caractère «offensif» de celles de 1968. C'est vraiment être resté sourd et aveugle aux mots d'ordre, aux «paroles de grévistes» et aux pancartes si nombreuses qui traduisaient la profonde angoisse d'une large partie de ceux qui ont battu le pavé au cours des froides

journées de décembre, mais aussi leur volonté de changer la société. S'il n'y a pas eu chez les étudiants et lycéens de mot d'ordre correspondant au «tout est possible» de 1968, ce fait n'aurait-il vraiment rien à faire avec l'anesthésie politique des deux septennats de Mitterrand, avec l'étalement de l'arrivisme, du cynisme, voire de l'affairisme des grands «aînés» du «mai joyeux» arrivés à des positions d'influence et de pouvoir en 1981 ? Que ceux qui donnent des leçons présentent leur bilan ! Chez les salariés et les chômeurs, la teneur des discussions (voir les questions soulevées au dépôt d'Austerlitz) a au contraire bien eu une dimension «utopiste», si l'on considère la situation économique, l'existence de 3 à 5 millions de chômeurs selon la manière de les chiffrer, nombre qu'il faut doubler d'au moins le même nombre de travailleurs et jeunes en situation de très grande précarité salariale.

Le contexte économique et le poids des politiques néo-libérales sont particulièrement importants dans le secteur privé. Ainsi qu'un article du n° 1 de Carré Rouge l'a rappelé, c'est dans les domaines de la monnaie et de la finance, mais aussi de l'emploi et les conditions contractuelles de travail, que sous Mitterrand (comme en Espagne sous Felipe Gonzales) les politiques de libéralisation, de déréglementation ont été poussées le plus loin. D'année en année, au moyen de mesures législatives et réglementaires, dont certaines étaient parfois d'apparence anodine, puissamment aidé par la montée parallèle du chômage, le modèle anglo-saxon – mieux dire Thatcherien – de relations entre le capital et le travail, axé sur la déréglementation et la «flexibilité» des contrats salariaux, a régulièrement gagné du terrain. Ces mesures ont permis au patronat de

constituer une masse de plus en plus élevée de salariés à statut «flexible», c'est-à-dire précaire, avec une extension constante du travail à temps partiel, aux côtés de ceux qui allaient grossir les rangs des chômeurs de longue durée et des jeunes expulsés dès le départ du processus productif. De même, la mise en œuvre des nouvelles formes d'automatisation n'a été chaque fois rien d'autre que l'occasion pour les entreprises d'affaiblir les formes antérieures de relations contractuelles, de disloquer les facteurs qui avaient contribué, conjointement avec son organisation syndicale et politique, à assurer à la classe ouvrière son homogénéité sur le lieu de travail, de détruire les moyens inventés par les ouvriers, dans le cadre des techniques de production antérieures, pour résister au quotidien à l'exploitation. Cette politique a également permis aussi bien la «déconcentration» géographique et la réduction de la dimension des usines (qui a souvent avancé de pair avec une centralisation accrue du capital), avec fermeture de grands sites comme Billancourt ou Thionville en Lorraine, qui étaient de véritables «lieux de mémoire» de la classe ouvrière, et dont la bourgeoisie s'acharne à ne plus laisser de trace physique.

Même si la précarisation du travail a gagné beaucoup de terrain dans le secteur public, c'est surtout dans le secteur privé que cette politique a pu se développer pleinement. C'est chez les salariés du privé également que le nombre des années de cotisation pour la retraite légale a été porté de nouveau à quarante ans par le gouvernement Balladur lors de la seconde «cohabitation» avec Mitterrand. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est parfaitement compréhensible que ce soit autour des

cheminots, l'une des grandes corporations du secteur public, l'une des plus combatives, mais aussi l'une de celles où la transmission de génération en génération de la mémoire des grandes luttes, ainsi que de l'expérience acquise au cours de celles-ci, a pu se faire le mieux, que les salariés se sont regroupés pour combattre.

LA GRÈVE DE MASSE COMME PHASE PROLONGÉE DE LA LUTTE DES CLASSES

Plus haut, des extraits ont déjà été donnés de Grève générale, partis et syndicats, l'un des textes qui offrent le plus de fils conducteurs pour se repérer dans la situation actuelle. Il s'agit d'une polémique féroce de Rosa Luxemburg contre la conception qu'une partie de la direction de la social-démocratie allemande, et en particulier l'ensemble des dirigeants syndicaux, avait au début du siècle de la classe ouvrière de leur pays, et contre les critères qui leur permettaient, pensaient-ils, de juger de sa disposition à la lutte. Cette polémique est dirigée de façon immédiate contre leur conception de la «grève générale», décidée d'en haut au moment où les chefs estiment que les adhérents sont suffisamment nombreux et le jour «propice», ce qui revient le plus souvent au renvoi de la grève aux calendes grecques, la classe ouvrière n'étant jamais «suffisamment prête». Mais sa portée est plus large. Elle vise tous ceux qui rêvent, s'ils sont bureaucrates syndicaux, d'une classe ouvrière docile, mais aussi plus largement, tous ceux qui sont à la recherche d'une classe ouvrière relativement «bien au car-

ré», dont les combats seraient aisément définissables dans leurs origines comme dans leurs résultats.

Pour étayer ses arguments, Rosa Luxemburg a procédé à une analyse très détaillée des grèves qui se sont étendues sur près de dix ans en Russie à partir de 1896, au cours d'un long mouvement, dont le point culminant a été la révolution de 1905, mais qui s'est prolongé après. Deux dimensions de son analyse peuvent nous permettre de comprendre certains aspects de la situation française. La première est la nécessité de voir un mouvement social comme un processus long, qui part de mutations économiques et politiques dont la prise de conscience n'est pas immédiate, parce qu'elle ne peut pas l'être en raison de mécanismes de défense psychologique individuels et collectifs bien connus, qui se développe sur la base de «courants souterrains» dans la maturation de la conscience (page 31 dans l'édition Spartacus) – ce qu'on nomme aujourd'hui des processus «microsociologiques» – ainsi que d'une multitude de combats comportant des flux et des reflux. «Il est absolument contraire aux faits, écrit encore Rosa Luxemburg, de s'imaginer la grève de masse comme une action particulière. Elle est, au contraire, le caractère, le résumé de toute une période de la lutte de classe se mesurant en années» (page 42).

Or, comment ne pas faire l'hypothèse qu'à partir d'un moment difficile à dater avec exactitude, mais vers 1992-93, sur la base conjointe de l'expérience des deux septennats mitterrandistes et de la prise de conscience progressive par la classe ouvrière d'une mutation radicale dans les rapports économiques, qui met en cause sa reproduction socia-

le dans les conditions qu'elle a connues depuis plus de trente ans, une période nouvelle dans le combat de la classe ouvrière s'est ouverte. Au milieu des années 60, le général Westmorland parlait de «ramener le Vietnam à l'âge de fer» ; aujourd'hui, certains patrons parlent de «réduire le salaire minimum au bol de riz». Désormais, cette perspective et les moyens de la contrecarrer font l'objet de discussions dans les foyers ouvriers, de la même façon que ces question ont été au centre des discussions entre les salariés partout où ils se rassemblés pendant la grève. Carré Rouge a été fondé sur une appréciation : indépendamment de leur issue immédiate, un certain nombre de combats traduisaient le fait qu'un processus moléculaire, «souterrain», était en route. Les luttes et les mobilisations ont été nouvelles dans certains cas du fait de leur méthode (l'organisation et la détermination de la grève d'Air France) ; de l'entrée dans la lutte de couches jeunes d'ouvriers ou de futurs ouvriers qualifiés qui sont arrivés avec leurs objectifs et leurs formes de lutte propres (la grève d'Alsthom à Belfort et l'ensemble des grèves et manifestations des lycées professionnels et des IUT contre les CIP) ; de démonstrations répétées d'une volonté de manifester en masse et de façon «différente» pour peser politiquement (la grande manifestation contre les projets Bayrou et pour la défense de l'École publique de janvier 1994, mais aussi celle sur les droits des femmes de début novembre 1995). Il faudrait y ajouter sans doute d'autres combats, notamment ceux de Renault à Cléon, au Mans et à Flins sur lesquels les syndicats ont paru (sur la base de ce qui a été publié dans la presse) avoir gardé le plus d'emprise de bout en bout et où l'initiative propre des tra-

vailleurs a été moindre. Tous les observateurs ont noté que la période de la campagne électorale, «traditionnellement» une période calme sur le front social, avait comporté en 1995, au contraire, la multiplication de luttes revendicatives qui ont soumis le gouvernement Balladur et le patronat à un véritable harcèlement. Ce sont autant d'éléments qui relativisent singulièrement la prétendue «passivité» des salariés du secteur public et fixe le cadre des grèves de l'hiver.

LA QUESTION DE LA «SPONTANÉITÉ» ET SON RÔLE EN 1995

C'est dans ce processus que le mouvement de novembre-décembre s'insère. Il en élève singulièrement le niveau et a commencé à lui ouvrir la voie du «règlement de compte général avec la bourgeoisie» dont il a été question plus haut. C'est ici qu'il faut parler d'un second aspect fondamental de l'analyse contenue dans la brochure de Rosa Luxembourg : la réapparition dans le mouvement de «l'élément spontané» qui vient, dit-elle, en parlant de la Russie du début du siècle, «non de ce que la social-démocratie y est encore jeune et faible, mais de ce que, dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique». Et d'enfoncer le clou : «Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves de masse en Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe n'est pas suffisamment éduqué, mais parce que

les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école» (page 48).

Cela ne vaut pas seulement pour les révolutions mais aussi pour les grèves. La spontanéité, explique Rosa Luxembourg dans un autre travail portant sur les grandes grèves en Belgique, «n'équivaut pas au chaos, à l'absence de but, au manque de discipline ou à l'absence de direction», mais au fait que ces qualités sont assurées essentiellement en raison de l'activité dans la lutte des travailleurs en grève eux-mêmes. Dans l'hypothèse la meilleure, l'activité spontanée a la possibilité de s'épanouir en coordination et en fusion avec l'activité des responsables syndicaux sachant reconnaître d'emblée ces mouvements pour ce qu'ils sont et en prendre la tête, dans le cas le moins favorable elle est contrainte de se développer sans ces responsables, ou même contre eux. Or, à bien des égards, le fait le plus important du mouvement de novembre-décembre est l'échelle sur laquelle ce processus s'est développé, combiné au fait, qui a été partie intégrante du processus, que le mouvement a fait retraite en bon ordre. Sur ce point encore la comparaison avec 1968 est importante. En 1968, le lâchage de la grève générale par les appareils après Grenelle avait été suivi de nombreuses tentatives pour poursuivre la grève de façon isolée. Mais elles ont eu de faibles résultats. Dans la métallurgie et, en particulier, l'automobile, où la grève s'est prolongée quinze jours, l'isolement a même débouché sur une répression brutale des grévistes, avec la mort d'un jeune militant à Flins et de plusieurs ouvriers à Sochaux le 12 juin. En 1995, la fin du mouvement a été organisée presque sans exception par les grévistes dans les AG ou par

les comités de grève là où ils s'étaient constitués. Elle a donc été maîtrisée et a souvent permis d'arracher des résultats supplémentaires importants, portant sur le paiement d'une partie des jours de grève bien sûr, mais aussi, comme à Austerlitz, sur l'intégration de 39 travailleurs maintenus jusque-là avec des statuts d'intérimaires ou précaires. Plus loin, il sera question de Marseille et de Caen où la grève a été poursuivie et gagnée sur des revendications du même ordre. C'est pourquoi, cette fois-ci, les effets de la trahison ont été ressentis au pire comme une «non-victoire», pour reprendre le terme employé par Serge Goussard dans son intervention au Conseil fédéral national de la FSU, donc comme une «partie remise» ; le fait majeur étant que les secteurs qui ont structuré le mouvement ont, pour leur part, arraché de véritables résultats dans leur affrontement avec le gouvernement, même si ces résultats sont indiscutablement de type «défensif», de sorte que là aussi on a affaire à une «partie remise», dans une bataille dont le décor est désormais planté.

Les expressions les plus avancées d'actions spontanées au sens défini par Rosa Luxembourg sont venues des cheminots. Elles ont pris d'abord la forme de l'organisation de la grève sur la base de formes qui ont brisé les divisions catégorielles et permis, sur la base de l'expérience de 1986, de créer des formes d'organisation, en particulier les assemblées générales quotidiennes, où les catégories et les militants les plus déterminés ont pu entraîner les moins enthousiastes ou aguerries, et se servir de l'effet de concentration pour peser sur les responsables syndicaux. Il y a eu ensuite les actions multiples organisées dans les assemblées géné-

rales dans les dépôts et grandes gares et menées partout en France pour étendre la grève, en allant prendre la parole sur d'autres lieux de travail pour expliquer la nécessité de la grève et encourager d'autres corporations ou usines à rejoindre le mouvement. Il y a aussi eu la transformation des mêmes dépôts ou gare en lieux ouverts où tous ceux qui voulaient se joindre au mouvement étaient invités à se rassembler. Ce n'est qu'à la fin de la grève que les responsables syndicaux ont pu obtenir le huis-clos, en s'appuyant sur les éléments qui se satisfaisaient du recul du gouvernement sur les retraites et le plan d'entreprise, et qui voulaient reprendre le travail sans poursuivre le combat pour le retrait du plan Juppé.

Ce ne sont déjà pas là des éléments mineurs. En 1968 il y a certes eu près de 10 millions de travailleurs en grève, mais F. de Massot dans son livre a dû écrire toute une section au titre éloquent : «La politique des appareils pendant la grève : isoler, fractionner, vider les entreprises», où il montre comment les directions syndicales ont exploité les rapports de confiance relative d'une partie de la classe ouvrière à leur égard, et surtout de ce qu'il nomme «l'euphorie de l'unité», pour isoler et fractionner la grève, avant de renvoyer la majorité des grévistes chez eux, en prétextant que l'occupation était une «question technique» qu'il appartenait aux responsables de régler en intersyndicale. Le succès de la politique d'isolement et de fractionnement a signifié qu'en 1968 pratiquement aucun centre de travail ou usine en grève n'a été ouvert aux «éléments étrangers», provocateurs par définition, selon les critères imposés par les appareils. Cette fois-ci, les dépôts de la SNCF, de même que

certaines écoles ou lycées, ont été des lieux d'organisation de la grève et des foyers de discussion ouverts à toutes les corporations. La règle a été ce qu'un rapport circonstancié de l'UNM (le principal «syndicat» patronal), publié en janvier et tirant les enseignements du conflit pour le patronat, nomme «l'horizontalité», la volonté de dépasser les clivages verticaux des corporations.

UN DÉBUT DE

CENTRALISATION

VÉRITABLE DE LA LUTTE

L'organisation «spontanée» des salariés, en premier lieu des cheminots, a enfin comporté la construction d'organismes de centralisation et de direction de la grève et du mouvement contre le plan Juppé et le gouvernement. A cette étape, Carré Rouge est contraint d'interpréter les informations parcellaires et déformées publiées par les quotidiens nationaux et surtout de se fier aux quelques éléments d'information recueillis auprès des grévistes dans des villes où la grève a été particulièrement importante et publiés dans des publications militantes. Toute l'information donnée par la presse nationale à propos du déclenchement et de la conduite de la grève à Rouen permettait de penser que là les travailleurs étaient parvenus à se doter d'organes de lutte authentiques. Mais l'interview publiée par Coordination, mensuel de la Ligue Socialiste des Travailleurs, dans son numéro 43 de janvier, où José Perez, mécanicien au dépôt SNCF de Sotteville et membre du comité d'organisation de la grève établi à l'atelier dit «la Fosse» à Sotteville, donne des informations (dont la véracité n'a pas été contestée), qui permettent

de dire que ce comité a eu, dans les conditions de 1995 et d'une grève dont le secteur central n'a pas été, comme en 1936 et 1968, la métallurgie, tous les traits d'un comité d'action au sens défini par Trotsky.

En 1935 pour permettre à la classe ouvrière et à la population laborieuse de se regrouper sur leur propre terrain au sein du Front Populaire que la SFIO et le PCF venaient de consti-

tuer avec le Parti Radical, Trotsky avait proposé aux trotskistes de se battre pour la formation dans les quartiers, les usines et les villes, de comités constituant des «formes d'organisation directe et immédiate de la lutte», élus «en temps de paix de deux cents ou cinq cents citoyens», mais, en cas de grève, formés sur la base de la représentation

des travailleurs engagés dans le combat. «Il ne s'agit pas, dit Trotsky, d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associés à la formation des comités d'action : les

LE COMITÉ D'ORGANISATION DE LA GRÈVE DE SOTTEVILLE À ROUEN

(extraits de l'interview de José Perez publié par Coordination, janvier 1996)

Comment le comité d'organisation de la grève est né

«Dès le début à Rouen, le mouvement s'est construit par la base. C'est spontanément que les cheminots du dépôt sont allés bloquer les voies à la cote 135 et interdire toute circulation ferroviaire entre Le Havre et Paris. C'est la base qui a décidé l'opération "ville morte" et les barrages monstres aux portes de la ville. Ce sont encore les cheminots qui ont imposé la création d'un comité d'organisation de la grève. Le comité était formé des représentants élus, mandatés et révocables, de toutes les assemblées générales de secteur. Il était composé d'une vingtaine de personnes. Chaque syndicat y avait sa place de droit. Le comité se réunissait en début d'après-midi pour préparer l'assemblée générale unitaire à la Fosse. Le soir, il préparait les initiatives du lendemain.

Grâce au comité d'organisation, l'unité du mouvement a été préservée, malgré les manœuvres et l'esprit de boutique de certains responsables syndicaux. Il en a

résulté une ambiance exceptionnelle, faite d'enthousiasme et de fraternité, aux AG à la Fosse. Plus d'un millier de cheminots et des travailleurs de tous les secteurs du public et du privé se sont retrouvés quotidiennement aux AG du dépôt durant trois semaines. Ainsi, un soir, c'est toute l'équipe de nuit de Renault-Cléon qui a débrayé, et on s'est retrouvé à la Fosse (l'un des ateliers SNCF, à Sotteville, où le mouvement s'est centralisé), 150 cheminots et 150 travailleurs de Renault, à discuter pendant des heures. Cette expérience est entrée dans la mémoire collective. Les instituteurs, les travailleurs des boîtes, parlent de la nécessité de "retrouver l'esprit de la Fosse".»

Y a-t-il eu des comités de grève dans d'autres secteurs ?

«Oui, à l'hôpital et chez les enseignants. Les instituteurs sont partis, d'abord dans quelques écoles, en grève sauvage, sans aucun mot d'ordre de la FSU et du SNU-IPP qui ne proposaient alors qu'une manifestation nationale le 17 décembre. Partout où des assemblées générales d'instituteurs étaient convoquées, les cheminots présents étaient ovationnés et la grève votée dans l'enthousiasme. Dans la foulée, les comités d'organisation de la grève se formaient. Les directions syndicales enseignantes n'ont appelé à la grève que plus tard,

alors que le mouvement se généralisait déjà».

Le comité d'organisation a appelé à la grève générale reconductible ?

«Oui. Nous avons tiré à près de 80 000 exemplaires deux tracts d'appel à la grève générale signés de l'Assemblée unitaire des cheminots. Une opération "Tous aux portes des entreprises !" a mobilisé à plusieurs reprises des centaines et des centaines de cheminots dès quatre heures du matin. Un millier de cheminots, avec sifflets, tambours et banderoles, allèrent à la rencontre des ouvriers de Renault-Cléon. Ainsi des milliers de cheminots se transformèrent en propagateurs de la grève générale. Dans les petites boîtes du privé, des groupes de 50 cheminots rentraient directement dans l'usine pendant le travail et allaient discuter avec des ouvriers, devant des petits patrons éruçant de rage et d'impuissance ! Les ANPE figuraient aussi sur nos listes d'intervention en direction des boîtes. Des militants d'AC et du comité de chômeurs CGT se sont rapidement établis au dépôt. On les aidait à préparer leurs banderoles. Au fil des manifestations, leur cortège était de plus en plus nombreux. Le dépôt de Sotteville est devenu au fil des semaines le rendez-vous des militants syndicaux et des grévistes de toutes les boîtes de la région. Le soir, ils se réunissaient en "interpro" avec le comité d'organisation».

contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte» («Front Populaire et Comités d'Action», 26 novembre 1935). A titre d'exemple, il écrit plus loin : «Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglant répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités [...]. De tels cas se présenteront à chaque cas, plus souvent à l'échelle locale». Lors du déclenchement de la grève de juin 1936, il précise que «les comités d'action ne peuvent rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises [...] d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes [...].».

Or, c'est bien ce qui a été fait à Rouen, et cela sans que les cheminots aient été appelés à le faire par quiconque ! Ce sont eux qui ont imposé la création d'un comité d'organisation de la grève sur Rouen et la région (voir encadré). Par sa composition, faite de représentants, mandatés et révocables, élus par les assemblées générales de secteur, par le fait que chaque syndicat y avait sa place de droit bien que ce ne soit pas eux qui aient appelé à sa formation (bien au contraire), par l'ensemble des tâches qu'il a assumées, le comité doit, je pense, être reconnu comme ayant été cette forme d'organisation, préfiguration de formes plus achevées de Communes, Conseils ou Soviets à venir, dont Trotsky espérait la formation.

Carré Rouge n'a aucun moyen de savoir si un tel processus s'est déve-

loppé dans d'autres villes, ni à quel point les comités interprofessionnels de ville créés ailleurs ont eu des traits similaires à ceux de Rouen, ou sont restés dominés par les responsables syndicaux et orientés par ceux-ci vers des objectifs secondaires par rapport à l'enjeu fondamental de la grève générale appelée et dirigée comme telle. José Perez semble considérer qu'au nord de la Loire, dans un rayon abordable par Rouen, cela n'a pas été le cas. Autrement le combat pour la formation d'un comité national d'organisation de la grève aurait été envisageable. Dans son interview il dit : «Si plusieurs expériences de ce type avaient été impulsées ailleurs, la grève aurait pu prendre un cours différent. Chaque comité d'organisation serait devenu comme à Rouen un centre d'organisation interprofessionnel entre tous les syndicats des boîtes en lutte, et il aurait été possible peut-être de mettre en place au moins un début de direction unitaire nationale de la grève, capable de prendre des initiatives centrales et d'appeler à cette grève générale que, durant trois semaines, les directions confédérales n'ont jamais voulu organiser».

On peut supposer qu'à Marseille la poursuite de la grève des traminois, pendant plus de trois semaines après le simulacre de «négociation au sommet» à Matignon du 20 décembre, a reposé sur un comité de grève véritable, comprenant les syndicats, mais aussi une représentation directe des travailleurs. Car leur lutte a eu, comme au centre de tri PTT de Caen où la grève s'est également poursuivie jusqu'en janvier, un caractère d'exemple par la nature des revendications (égalité de statut et de salaire), la détermination et l'appui acquis auprès d'autres corpo-

rations et couches de la population laborieuse, qui en explique l'issue mais signifie un degré et des formes d'engagement des salariés d'un type particulier, proches de la «spontanéité» et renvoyant à de vraies formes de démocratie ouvrière.

LE CARACTÈRE CONTRADICTOIRE DES MANIFESTATIONS

Pour les directions syndicales confédérales de la CGT, de FO et de la FSU, les manifestations ont été partie intégrante de leur politique de journées d'action et de préparation de «temps forts», pour ne pas avoir à appeler à la grève générale et pour «entretenir l'illusion», comme José Perez le dit fort bien, «dans les secteurs les moins mobilisés, que la participation aux grandes manifestations suffirait à faire plier Juppé et permettrait de faire l'économie de la grève générale». Les directions ont donc aussi trahi en opposant les manifestations à la grève dont ils ne voulaient pas qu'elle soit une véritable grève générale.

Mais ils n'ont pas pu empêcher les manifestations de jouer un rôle de reconstitution du sentiment de l'unité de la classe ouvrière, y compris au niveau le plus élémentaire de la force du nombre et du rassemblement. Le 24 novembre il y a eu 500 000 personnes dans la rue ; le 28 novembre, 60 000 ; le 30 novembre, 160 000 ; le 5 décembre, 800 000 ; le 7 décembre, 1 300 000 ; le 12 décembre, 2 200 000 ; enfin le 16 décembre, 2 000 000, et cela en dépit du caractère non ambiguë de manifestation «de clôture» que la CGT, FO et la FSU ont donné aux défilés de ce jour-là. Le caractère de lame de fond, de rassemblement au grand

Extrait d'un rapport au Cercle Bernéri (33, rue des Vignoles, Paris 20^e)

«[...] ni le "Juppéthon", engagé bien imprudemment par le premier ministre, ni même la croissance du nombre de grévistes lors de la deuxième semaine, ne suffirent à expliquer l'ampleur croissante des manifestations. Celles-ci ont été des grands moments de communion, de plaisir de la lutte collective massive redécouverte après tant d'années d'absence, de retrouvailles parfois. Leur dynamisme, en rupture avec le côté triste et passif de tous les rendez-vous politiques qu'avait connus la rue ces dernières années, n'a fait que grossir jusqu'au 12 décembre. Le froid, la nécessité de marcher des kilomètres durant pour s'y rendre, ont eux aussi contribué à galvaniser les énergies et à créer ce qui s'apparentait par moments à de l'euphorie. Ces manifs ont été une occasion de rassemblement pour les secteurs en grève bien sûr, mais aussi pour les non-grévistes qui débrayaient pour l'occasion en

province, sans oublier toute une frange de la population non socialisée par le travail, les chômeurs en particulier, dont les cortèges n'ont cessé de grossir au fil des manifs. Les chômeurs ont trouvé là une occasion de rompre l'isolement, d'exister publiquement – et pour les associations qui prétendent les représenter, une occasion de faire parler d'elles (ce qui leur a permis de réclamer, sans aucun succès, un strapontin dans les négociations annoncées). Du côté des salariés, la présence des chômeurs dans les manifs semble avoir été très appréciée : elle constituait la preuve matérielle concrète de l'élan solidaire dont ce mouvement était porteur, le démenti vivant apporté à tous les bien-pensants prétendant ne voir dans ce mouvement que l'expression de mécontentements catégoriels.

Aux étudiants aussi, du moins à sa frange la plus curieuse et la plus combative, les manifs ont permis de faire la jonction avec le monde du travail – phénomène qui, même s'il semble avoir noyé le mou-

vement étudiant en lui ôtant la vedette de la lutte sociale, jouera sûrement un rôle dans l'avenir, lorsque la jonction se fera dans les entreprises.

Enfin, ces manifestations ont eu une autre fonction importante, en particulier pour les participants les moins encadrés et les plus curieux : la circulation des informations et des réflexions par voie de tracts et de pancartes. Les préoccupations spécifiques de tel ou tel secteur en lutte – employés dénonçant l'injustice fiscale, hospitaliers dénonçant les licenciements et l'inégalité croissante dans les soins qu'engendrerait la réforme hospitalière, cheminots dénonçant le sacrifice du rail – ont trouvé à se faire entendre. Mais parallèlement, de très nombreuses initiatives individuelles ou de petits groupes (et pas seulement des classiques regroupements militants) ont tenté de pousser la critique sur le plan de l'organisation sociale et de donner sens et expression à la révolte contre une société inégalitaire, faultrice d'exclusions, inhumaine et suicidaire».

jour de l'ensemble des opprimés, a été bien plus manifeste dans les villes de province qu'à Paris. On estime que 270 villes ont été touchées par les manifestations, dont beaucoup de 10 à 30 000 habitants qui n'avaient jamais connu de manifestations. Dans certaines, comme Mar-

seille, Bordeaux, Caen, Rouen ou Grenoble, c'est jusqu'à 15, voire 20 % de la population qui a participé aux manifestations, qui ont souvent été beaucoup plus importantes que celles de 1968. La profondeur de la mobilisation exprime la dimension «lame de fond», mais elle est aussi

l'expression du travail d'organisation de dizaines et de dizaines de comités de ville ou de quartier, qui ne sont pas parvenus à avoir le caractère de comités de grève au sens plein, mais qui ont tout de même organisé des aspects du mouvement. Dans ces comités ont pesé très certainement «l'illusion de pouvoir faire l'économie